AFRICA NEWS REPORT

AFRICA REGIONAL SERVICES - AMBASSADE DES ETATS-UNIS D'AMERIQUE
58 BIS, RUE LA BOETIE, 75008 - PARIS - TEL: 01.43.12.48.61 - FAX: 01.43.12.46.57
(http://usembassy.state.gov/paris-ars/wwwhpag2.html)

VERSION FRANCAISE

NUMERO 826 **17 février 2004**

SOMMAIRE

Page

M. Bush annonce la nomination de l'ambassadeur des Etats-Unis au Tchad
(M. Marc Wall a été désigné pour ces fonctions.) (140) 1

M. Bush appelle à une lutte mondiale contre les armes de destruction massive
(Résumé de son discours à l'Université nationale de la défense) (500) 1

Le poids de l'Afrique dans la politique de sécurité des Etats-Unis
(Résumé des propos de M. Wolfowitz) (1040) 1

L'Afrique est encore mûre pour le terrorisme, s'inquiète le Pentagone
(Propos d'un haut responsable de la défense) (960) 2

Renforcer les initiatives internationales pour lutter contre la prolifération des ADM
(Document publié le 11 février par la Maison-Blanche) (1460) 3

La généralisation de la démocratie est essentielle pour remporter la guerre contre le terrorisme
(Discours de la sous-secrétaire d'Etat pour les affaires mondiales, Mme Paula Dobriansky) (380) 5

Après la fin d'un conflit dans leur pays, les femmes doivent pouvoir accéder au pouvoir
(Propos de la représentante des Etats-Unis auprès de la Commission de l'ONU sur le statut de la femme) (780) 5

Les contributions des Etats-Unis à la lutte contre la traite des personnes
(Document du département d'Etat) (1370) 6

Le représentant de l'ONU est confiant dans l'avenir de la sécurité en RDC
(Les propos de M. William Swing au Centre international Woodrow Wilson) (920) 7

Les engagements envers le Liberia dépassent l'objectif des Nations unies
(Les donateurs s'engagent à une aide totalisant 520 millions de dollars.) (680) 8

Un voyage "productif" aux Etats-Unis pour le dirigeant libérien

Les textes de l'Africa News Report sont libres de tous droits. Toutefois, les mentions de copyright figurant au début de certains articles doivent être reproduites intégralement. Pour toute demande de renseignements, veuillez appeler notre section Presse au numéro suivant: 01.43.12.48.61.

(Les fonds promis par les Etats-Unis serviront à la reconstruction, affirme M. Charles Gyude Bryant.)
(860) 8

M. Thompson note les progrès de la lutte contre le VIH/sida à l'échelle mondiale
(Les propos du ministre américain de la santé à une conférence sur le sida) (550) 9

Les Afro-Américains appelés à participer davantage à la lutte contre le sida
(En 2002, la moitié des séropositifs aux Etats-Unis étaient de race noire.) (790) 10

Américains et Africains partagent une riche vie spirituelle
(Le Petit-Déjeuner national de prières accueille des invités africains.) (550) 10

AFI503 02/13/2004

M. Bush annonce la nomination de l'ambassadeur des Etats-Unis au Tchad

(M. Marc Wall a été désigné pour ces fonctions.) (140)

Washington - Le président Bush a annoncé, le 11 février, qu'il avait l'intention de nommer M. Marc Wall au poste d'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire des Etats-Unis auprès de la République du Tchad.

M. Wall, qui réside en Virginie, est un diplomate de carrière qui, au département d'Eat, occupe à l'heure actuelle le poste de chef de l'équipe chargée de la politique économique au sein du bureau des affaires africaines, précise un communiqué de la Maison-Blanche. Avant d'assumer ce poste, et après avoir servi en qualité de conseiller économique à l'Institut américain de Taïwan, il enseignait à l'Université nationale de la défense à Washington.

Licencié de l'université de Princeton (New Jersey), M. Wall est titulaire d'une maîtrise de l'université Columbia à New York.

(Diffusé par le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat. Site Internet: http://usinfo.state.gov/francais/)

AFI401 02/12/2004

M. Bush appelle à une lutte mondiale contre les armes de destruction massive

(Résumé de son discours à l'Université nationale de la défense) (500)

Dans un discours prononcé le 11 février à Washington, à l'Université nationale de la défense, le président Bush a appelé la communauté internationale à engager de nouveaux efforts en vue de juguler la prolifération des armes de destruction massive (ADM), étant donné que la pire menace pesant sur le monde à l'heure actuelle était la possibilité que des terroristes ou des Etats dévoyés puissent lancer une attaque surprise au moyen d'armes chimiques, biologiques, radiologiques ou nucléaires.

"Toute nation civilisée", a-t-il poursuivi, a un intérêt vital à prévenir une telle catastrophe. Pour empêcher le trafic illicite des armes et des techniques, "les Etats du monde doivent être forts et déterminés. Nous devons travailler ensemble, nous devons travailler efficacement."

Le président a énoncé sept propositions destinées à actualiser les lois sur la non-prolifération, à restreindre la vente et le transport de techniques et de matériel nucléaires et à arrêter la vente de techniques nucléaires à des pays qui s'opposeraient à des inspections internationales approfondies visant à s'assurer que leurs programmes nucléaires ont bien des objectifs pacifiques.

M. Bush a également invité le Conseil de sécurité des Nations unies à adopter rapidement une résolution parrainée par les Etats-Unis qui exigerait que tous les Etats criminalisent la prolifération des armes de destruction massive, mettent en place de strictes limitations à l'exportation et gardent en lieu sûr toute matière et tout équipement sensibles.

Il a également proposé que l'on intensifie les efforts visant à éliminer les armes restantes datant de la guerre froide.

Le président a insisté dans son discours sur deux sources particulières de prolifération: les Etats déréglés d'une part, et les trafiquants opérant sur le marché noir, "motivés par l'appât du gain, le fanatisme, ou les deux à la fois".

Il a décrit la manière dont les agents américains et britanniques avaient réussi à découvrir un réseau clandestin dirigé par Abdul Kadeer Khan, le "père" du programme nucléaire pakistanais. A présent, M. Khan a avoué ses crimes et ses principaux acolytes sont hors d'état de nuire. Le président pakistanais, M. Pervez Musharraf, a promis de partager tous les renseignements qu'il pourrait obtenir au sujet de ce réseau et il a donné aux Etats-Unis l'assurance que son pays ne serait plus jamais une source de prolifération, a fait observer M. Bush.

M. Bush a également souligné qu'un ancien "client" du réseau de M. Khan, le dirigeant libyen Mouammar Kadhafi, avait récemment accepté, volontairement, "de mettre fin à ses programmes d'armement nucléaire et chimique, de renoncer à se doter d'armes chimiques et de permettre des inspections exhaustives par l'Agence internationale de l'énergie atomique et par l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques".

"M. Kadhafi a pris la bonne décision et le monde sera plus en sécurité une fois qu'il aura rempli son engagement. Nous nous attendons à ce que d'autres régimes suivent son exemple", a déclaré le président.

(Diffusé par le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat. Site Internet: http://usinfo.state.gov/francais/)

AFI403 02/12/2004

Le poids de l'Afrique dans la politique de sécurité des Etats-Unis

(Résumé des propos de M. Wolfowitz) (1040)

Par Jim Fisher-Thompson

Rédacteur du "Washington File"

Washington - Le 9 février, le vice-ministre de la défense des Etats-Unis, M. Paul Wolfowitz, a déclaré à quelque 120 officiers supérieurs et responsables civils africains de la défense que l'Amérique les épaulerait dans la lutte contre la vague terroriste qui déferle sur le monde et menace la sécurité non seulement de l'Afrique, mais de tous les continents.

Il a profité de l'occasion pour rappeler à ces responsables qu'ils avaient le devoir d'oeuvrer de concert à la stimulation de l'économie et de la participation politique, et de renforcer la sécurité de leurs pays et de leur région.

M. Wolfowitz, que d'aucuns considèrent comme l'architecte de la nouvelle politique américaine d'"engagement préventif" qui a poussé les Etats-Unis et leurs alliés à s'attaquer au terrorisme à la source en Afghanistan et en Irak, a tenu ces propos lors d'un séminaire organisé du 8 au 10 février à Washington par le Centre africain d'études stratégiques (ACSS).

L'ACSS fait partie de l'Université nationale de la défense du ministère de la défense. Il organise des ateliers sur divers sujets tels que le budget de la défense et le rôle de l'armée dans une démocratie. De hauts responsables militaires et civils de la défense de 44 pays africains participaient à ce séminaire.

M. Wolfowitz a notamment déclaré: "L'Afrique a déjà été durement touchée par le terrorisme. Il y a déjà eu bien entendu les attentats de Dar-es-Salam et de Nairobi en 1998, mais aussi, plus récemment, ceux de Mombasa et de Casablanca. En d'autres termes, la lutte mondiale contre le terrorisme n'est pas seulement une affaire américaine ou du monde développé; elle concerne également de plus en plus l'Afrique. Nous coopérons étroitement avec nombre de nos partenaires africains afin de lutter contre le terrorisme. L'Initiative pan-Sahel et l'Initiative antiterroriste en Afrique de l'Est sont des éléments clés des efforts que nous menons dans ce domaine sur le continent africain."

"J'espère que vous comprenez, comme moi, que la bonne gestion des affaires publiques et la démocratie, la sécurité et la croissance économique sont aussi essentielles à la guerre mondiale contre le

terrorisme que l'action directe. Les Etats-Unis ont hâte d'aider les pays africains sur tous les fronts de ce conflit."
Désireux d'insister sur son message contre le terrorisme, M. Wolfowitz a ajouté: "Lorsque les Etats-Unis interviennent dans le monde, ils n'agissent pas seuls, mais dans le cadre d'une communauté de nations, et ils voient leur force multipliée par les contributions des autres."
A ce sujet, il a souligné que l'OTAN jouait un rôle de premier plan dans les opérations menées en Afghanistan contre les terroristes, pendant qu'en Irak, les Etats-Unis contraient, avec l'aide de l'armée de 26 pays, la résistance acharnée des partisans de Saddam Hussein.
M. Wolfowitz a reconnu que depuis les terribles attaques du 11 septembre, la guerre contre le terrorisme accaparait une grande partie de l'attention des Etats-Unis, ce qui ne signifiait pas pour autant qu'ils attachaient moins d'importance à l'Afrique.
Selon lui, cela s'explique par des considérations humanitaires, mais aussi par le fait que les Etats-Unis doivent considérer l'Afrique à travers le prisme de la sécurité. " (...) nos relations avec l'Afrique peuvent contribuer à la sécurité de ce continent, et inversement, la sécurité en Afrique peut contribuer à celle des Etats-Unis".
"La guerre contre le terrorisme nous a poussés à rassembler une coalition de plus de 90 pays" qui emploient "non seulement leurs armées, mais aussi leurs services du renseignement et leurs forces de l'ordre, voire leur ministère des affaires étrangères, pour poursuivre les terroristes, les arrêter et les empêcher de nuire".
C'est pourquoi "nous voulons établir des partenariats qui assurent la compatibilité entre nos forces. Nous voulons partager des renseignements avec nos amis. Dans certains cas, les forces américaines apporteront d'autres troupes. Dans d'autres, ce sera le contraire. Le gouvernement des Etats-Unis, par le truchement de l'Agence pour le développement international, du département d'Etat, de notre programme au sein du ministère de la défense et de nombreuses autres agences fédérales, soutient diverses démarches visant à développer les institutions démocratiques, à promouvoir la croissance économique, à mettre en place des mécanismes de maintien de la paix, et à appuyer les opérations humanitaires et de nombreux autres programmes en Afrique."
Il a donné l'exemple suivant de coopération entre les Etats-Unis et l'Afrique: "Nous avons apporté un appui aux forces de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest qui sont intervenues l'année dernière au Liberia. Comme j'ai eu l'occasion de le constater à l'époque, cet appui a été crucial."
"Notre objectif est, dans la mesure du possible, de renforcer la capacité de nos amis de prendre en main leur propre sécurité. Mais nous croyons que les armées de certains pays africains peuvent et doivent atteindre un plus haut niveau de professionnalisme, ce qui leur permettra de mieux relever les défis du XXIe siècle."
"Sur les plans politique, militaire et économique, l'Afrique est arrivée à une croisée des chemins. Nous entrevoyons enfin des perspectives de paix au Soudan, même si les négociations ne sont pas encore achevées. Des pays tels que le Botswana s'attaquent avec succès à leurs problèmes de développement économique tout en consolidant leur démocratie et en essayant de surmonter la crise du sida."
Puis, s'adressant directement à son auditoire, M. Wolfowitz a déclaré: "En tant que responsables, vous avez le devoir d'aider à engager vos pays sur la bonne voie, celle qui encourage la croissance économique et une vraie participation à la vie politique. Trop souvent, les actions irresponsables des autorités publiques sapent les espoirs de prospérité. En tant que dirigeants nationaux et régionaux, civils comme militaires, votre principale responsabilité est d'oeuvrer collectivement au règlement des problèmes contre lesquels butent les pays et les régions que vous représentez."
"Nous considérons qu'à cette fin, trois principes essentiels doivent être respectés: les réformes militaires doivent être supervisées par les autorités civiles, les armées doivent être plus professionnelles et elles doivent être en mesure de servir les intérêts militaires du pays de façon adéquate."
(Les articles du «Washington File» sont diffusés par le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat. Site Internet: http://usinfo.state.gov/francais/)

AFI304 02/11/2004

L'Afrique est encore mûre pour le terrorisme, s'inquiète le Pentagone

(Propos d'un haut responsable de la défense) (960)
Par Jim Fisher-Thompson
Rédacteur du "Washington File"
Washington - "L'Afrique a été et restera pour l'avenir prévisible un continent mûr pour des actes de terrorisme", a affirmé un haut responsable du ministère de la défense des Etats-Unis, M. Vincent Kern, à plus de 120 Africains - officiers supérieurs et responsables civils de la défense - réunis le 10 février au Centre africain d'études stratégiques (ACSS).
Assistant spécial auprès du vice-ministre adjoint de la défense chargé des opérations de stabilisation, M. Kern a déclaré à ce Séminaire de hauts cadres qui se tenait du 8 au 12 février à Washington qu'il découlait naturellement de sa première constatation que le ministère de la défense avait tout intérêt à s'intéresser à des programmes qui aideraient les Africains à lutter contre ce fléau international.
A cet égard, a-t-il dit, les Etats-Unis s'emploient à renforcer leur coopération militaire avec l'Afrique en vue de prévenir des attentats terroristes tels que la destruction en 1998 de leurs ambassades au Kenya et en Tanzanie, qui a tué bien plus d'Africains que d'Américains.
(Cette coopération s'inscrit dans le cadre des divers partenariats entrepris par le gouvernement américain avec l'Afrique, tels que le Plan présidentiel d'envoi de secours d'urgence à l'Afrique et les initiatives d'aide à la lutte contre la pandémie de sida, ce fléau qui compromet, lui aussi, la stabilité et le développement de ce continent.)
Quarante-quatre pays d'Afrique ont envoyé des représentants à ce séminaire annuel de l'ACSS qui vise à perfectionner les connaissances des officiers supérieurs et des responsables civils africains dans divers domaines, notamment l'établissement du budget de la défense et l'instauration d'un climat de sécurité durable.
Selon un document de l'ACSS, la conférence "offre aux dirigeants civils et militaires de tout le continent africain un lieu de rencontre propice au partage des expériences et à l'élaboration de solutions communes à des problèmes communs".
S'adressant à la séance plénière du 10 février, Carl Fulford, général des marines à la retraite et l'actuel directeur de l'ACSS, a souligné le caractère prioritaire qu'attachait le commandant en chef des forces armées américaines, c'est-à-dire le président Bush, à la lutte contre le terrorisme. Il s'ensuit que "cette lutte antiterroriste, en tant que partie intégrante de la stratégie sécuritaire, est devenue un élément important du programme de formation offert par l'ACSS".
Selon M. Kern, les inquiétudes des Etats-Unis au sujet du terrorisme en Afrique se sont nettement avivées après les attaques perpétrées le 11 septembre 2001 contre les tours jumelles du World Trade Center de New York et contre le Pentagone par des membres d'Al-Qaïda, ce réseau terroriste dirigé par Oussama Ben Laden, lequel avait, à une époque, vécu et travaillé au Soudan. "A la

mi-novembre 2001, le ministre de la défense Donald Rumsfeld a averti le Soudan et la Somalie, entre autres pays, de ne pas accueillir les terroristes qui pourraient fuir l'Afghanistan", où Ben Laden avait pris refuge sous la protection du régime taliban.

Les Etats-Unis s'inquiétaient en fait de la situation dans toute la corne de l'Afrique, "si bien qu'en 2002 ils ont créé une force opérationnelle combinée pour cette région (CJFT-HOA) composée d'effectifs américains basés dans un premier temps en mer, puis à Djibouti", a expliqué M. Kern. Cette force qui compte actuellement 1.800 soldats "participe à toute une gamme d'exercices et d'opérations militaro-civiles telles que la rénovation d'hôpitaux et d'écoles".

Elle effectue également "des exercices militaires conjoints avec des forces militaires locales, car nous ne désirons pas assurer une présence à long terme en Afrique au-delà de ce qui est nécessaire pour aider à vaincre le terrorisme, et nous pensons qu'en fin de compte ce sont les Etats de la corne qui devront anéantir ce fléau et en prévenir la réapparition".

Egalement en Afrique orientale, a indiqué M. Kern, en juin 2003 "le président Bush a annoncé une Initiative antiterroriste est-africaine de 100 millions de dollars au titre de laquelle les Etats-Unis élargissent et accélèrent leur coopération antiterroriste avec le Kenya, l'Ethiopie, Djibouti, l'Ouganda, la Tanzanie et l'Erythrée".

Ce programme consiste à lutter contre le terrorisme dans plusieurs domaines prioritaires: la sécurité des côtes et frontières, la formation d'agents de police, l'immigration et les douanes, la sécurité portuaire et aéroportuaire, la création d'une banque de données sur les terroristes, le démantèlement des réseaux financiers des terroristes, enfin la sensibilisation de la population grâce à des programmes d'enseignement, d'assistance et d'information. Le Kenya, par exemple, recevra une formation et du matériel pour une nouvelle unité de police antiterroriste qui deviendra, selon M. Kern, "une force d'élite habilitée à enquêter sur les incidents terroristes et à y réagir".

Le Sahel, autre région préoccupante, fait l'objet d'un nouveau programme appelé "Initiative pan-Sahel" (PSI). Mis sur pied par le département d'Etat mais exécuté par le ministère de la défense et par des civils sous contrat, ce programme doit aider la Mauritanie, le Mali, le Niger et le Tchad "à protéger leurs frontières et à contrôler les mouvements de personnes", a déclaré M. Kern.

La PSI est un partenariat prévoyant 60 jours de formation pour des unités sélectionnées dans les pays, qui bénéficieront d'un équipement assez complet: camionnettes tout-terrain, uniformes et casques, groupes électrogènes, citernes à carburant, matériel de communication et fournitures médicales.

Si l'équipement et la formation constituent des éléments importants des partenariats de sécurité américano-africains, "nous devons toujours être à l'écoute des Africains à mesure que nous élaborons des initiatives et des programmes" de lutte contre la menace du terrorisme international, a poursuivi M. Kern. "Je crois que nous avons fait du bon travail jusqu'à présent, mais nous devons éviter de dicter quoi que ce soit à nos amis et alliés d'Afrique."

(Les articles du «Washington File» sont diffusés par le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat. Site Internet: http://usinfo.state.gov/francais/)

AFI502 02/13/2004

Renforcer les initiatives internationales pour lutter contre la prolifération des ADM

(Document publié le 11 février par la Maison-Blanche) (1460)

Le 11 février, la Maison-Blanche a publié une fiche analytique concernant les recommandations faites par le président Bush afin d'arrêter la prolifération des armes de destruction massive (ADM). On trouvera ci-après le texte de cette fiche analytique.

(Début de la fiche analytique)

La Maison-Blanche

Bureau du secrétaire de presse

11 février 2004

Fiche analytique

Renforcer les initiatives internationales pour lutter contre la prolifération des ADM

"Il y a un consensus entre les nations sur le fait que la prolifération ne peut pas être tolérée. Toutefois, ce consensus n'a guère d'importance s'il ne débouche pas sur un passage à l'action. Il est de l'intérêt de toutes les nations civilisées de prévenir la propagation des armes de destruction massive." (Le président George Bush, 11 février 2004)

Actions présidentielles:

C'est la prolifération d'armes de destruction massive (ADM) qui est le danger le plus sérieux auquel est confrontée la paix du monde. Entre les mains de terroristes ou de régimes dévoyés, les armes chimiques, biologiques et nucléaires pourraient avoir des conséquences catastrophiques pour les Etats-Unis et la communauté internationale. Les récents événements, ainsi que l'a souligné le président aujourd'hui, illustrent le caractère nouveau, complexe et provocateur de la menace que font poser les ADM sur la communauté internationale.

Le président Bush a proposé aujourd'hui sept mesures visant à combattre la mise au point et la propagation des armes de destruction massive. Ces mesures auront les effets suivants:

- elles amélioreront et moderniseront les lois visant la non-prolifération afin de répondre aux nouvelles menaces;
- elles limiteront la vente et le transport des technologies et équipements nucléaires;
- elles empêcheront que les pays mettent à profit des points faibles des traités de non-prolifération pour obtenir des ADM en invoquant un besoin légitime;
- elles étendront les efforts visant à mettre en lieu sûr et à détruire les armes et matériaux nucléaires.

Recommandations du domaine politique

- Collaboration entre les services chargés de faire respecter les lois

A l'heure actuelle, l'Initiative visant à empêcher la prolifération (Proliferation Security Initiative, PSI) qu'a annoncée le président Bush en mai 2003, se concentre sur la prise de mesures pratiques en vue d'interdire les envois d'ADM qui auraient la prolifération pour objectif, de leurs vecteurs et des autres matériaux qui y sont liés, que ce soit par voie maritime, aérienne ou terrestre.

Le président propose que les participants à la PSI et les autres pays qui le souhaitent élargissent leur stratégie et aient recours à Interpol ou à d'autres mécanismes dans le cadre d'une coopération entre les services chargés de faire respecter les lois de façon à prendre des mesures supplémentaires pour poursuivre ceux qui se livreraient à la prolifération et mettre un terme à leurs opérations.

- Adoption rapide d'une résolution par le Conseil de sécurité des Nations unies

Le président prône une adoption rapide de la résolution qu'il a proposée en septembre 2003, qui demande à tous les Etats de criminaliser la prolifération, d'adopter de stricts contrôles à

l'exportation et de mettre en lieu sûr les matériaux dangereux qui se trouvent sur leur territoire.
- Elargissement du partenariat du G8 contre la propagation des armes de destruction massive et des matériaux qui y sont liés
Pour garantir que tous les pays du monde font tout ce qu'ils peuvent dans le domaine de la protection et de la destruction des ADM et des matériaux dangereux, le président propose l'expansion du Partenariat du G8 contre la propagation des armes de destruction massive et des matériaux qui y sont liés, notamment au plan de son financement, du nombre de pays donateurs et du nombre de ses bénéficiaires.
A ses débuts, ce partenariat a fourni 20 milliards de dollars à l'ex-URSS au titre d'une aide à la non-prolifération. Il devrait maintenant oeuvrer à réduire les stocks de matériaux dangereux ailleurs dans le monde et à les mettre en lieu sûr.
- Contrôles dans le domaine de l'enrichissement de l'uranium et le retraitement
A l'heure actuelle, le Traité de non-prolifération nucléaire permet à des pays tels que l'Iran de développer une capacité de production de matériaux nucléaires sous couvert de programmes pacifiques, en cherchant à enrichir et retraiter l'uranium. Le monde doit créer un mécanisme sûr et ordonné permettant d'alimenter en combustible les réacteurs nucléaires civils sans aggraver les dangers de prolifération nucléaire.
Le président a proposé que les membres du Groupe de fournisseurs du nucléaire garantissent que les Etats qui renoncent aux technologies d'enrichissement et de retraitement puissent avoir des sources fiables de combustible, à un coût raisonnable, pour alimenter leurs réacteurs civils.
Les 40 pays membres de ce groupe devraient refuser de vendre de l'équipement ou des technologies liés à l'enrichissement ou au retraitement de l'uranium aux pays qui n'auraient pas déjà des usines d'enrichissement et de retraitement en opération.
- Renforcement de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA)
Le président a fait trois propositions visant à appuyer le travail que fait l'AIEA pour lutter contre la prolifération nucléaire.
Premièrement, tous les pays devraient signer le protocole supplémentaire de l'AIEA, qui accroît fortement les outils de cette institution permettant de mettre à jour les activités clandestines liées au nucléaire. La signature de ce protocole complémentaire d'ici à l'année prochaine, devrait être une condition pour les pays qui cherchent à acquérir du matériel destiné à leurs programmes nucléaires civils.
Deuxièmement, le Conseil des gouverneurs de l'AIEA devrait créer un comité spécial sur les mesures de protection et de vérification afin d'améliorer la capacité de l'organisation à vérifier et à faire respecter les obligations en matière de non-prolifération nucléaire.
Troisièmement, aucun pays faisant l'objet d'une enquête pour avoir enfreint les règles de non-prolifération nucléaire ne devrait pouvoir faire partie du Conseil des gouverneurs de l'AIEA ou du nouveau comité spécial.
Principales réalisations
Aujourd'hui, le président Bush s'est réjoui des progrès enregistrés dans les efforts déterminés que nous menons afin d'empêcher la prolifération d'ADM et de s'en protéger.
Le réseau Abdul Qadeer Khan - Le président a donné des informations précises sur les activités de M. Khan qui a été à la tête d'un vaste réseau international de prolifération de matériaux et de savoir-faire nucléaires. Le président a aussi évoqué les actions des gouvernements américain et britannique pour infiltrer et en fin de compte anéantir ce réseau:
- M. Khan et ses acolytes se sont servis d'une usine située en Malaisie afin de fabriquer des éléments clés de centrifugeuses et ont acheté d'autres pièces essentielles par le truchement d'agents appartenant à des réseaux basés en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique. La Libye, l'Iran et la Corée du Nord ont été des clients de M. Khan, et plusieurs autres pays ont manifesté un intérêt dans les services de ce dernier;
- Au cours de plusieurs années, les services du renseignement américains et britanniques ont peu à peu mis à jour la portée du réseau et identifié ses principaux spécialistes, agents, et financiers. Ce travail était très risqué et tous les Américains devraient être fiers de la diligence et du dévouement de nos professionnels du renseignement;
- Grâce à notre infiltration de ce réseau, les services américains et britanniques du renseignement ont identifié et suivi la trace d'un envoi de pièces sophistiquées de centrifugeuses. Dans le cadre de l'initiative PSI, les autorités allemandes et italiennes ont arrêté le navire alors qu'il se dirigeait vers la Libye; ils ont saisi plusieurs conteneurs remplis de pièces destinées à des centrifugeuses modernes qui avaient été fabriquées dans les installations de Malaisie;
- le gouvernement du Pakistan est en train d'interroger les membres du réseau et de prendre connaissance des détails cruciaux qui empêcheront à tout jamais le réseau de fonctionner. Le président Musharraf a promis de partager toutes les informations qu'il obtiendra sur le réseau Khan, et nous a garanti que son pays ne serait jamais plus une source de prolifération.
La Libye - Le président a accueilli favorablement la décision du colonel Kadhafi de mettre fin à ses programmes d'armes de destruction massive et s'attend à ce que d'autres régimes fassent de même. Le 19 décembre 2003, la Libye s'est engagée à:
- éliminer tous les éléments de ses programmes d'armes chimiques et nucléaires;
- déclarer à l'AIEA toutes ses activités dans le domaine du nucléaire;
- éliminer les missiles balistiques d'une portée supérieure à 300 km portant une charge de 500 kg;
- accepter des inspections internationales afin de garantir le bon respect de toutes les clauses du Traité de non-prolifération nucléaire et signer le Protocole supplémentaire de l'AIEA;
- éliminer tous ses stocks d'armes et de munitions chimiques et adhérer à la Convention sur les armes chimiques.
La Libye travaille désormais en partenariat avec les Etats-unis, le Royaume-uni, l'AIEA et l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques afin de traduire ces engagements dans la réalité.
(Fin de la fiche analytique)
(Diffusé par le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat. Site Internet: http://usinfo.state.gov/francais/)

AFI303 02/11/2004

La généralisation de la démocratie est essentielle pour remporter la guerre contre le terrorisme

(Discours de la sous-secrétaire d'Etat pour les affaires mondiales, Mme Paula Dobriansky, devant le "Baltimore Council on Foreign Affairs") (380)

Lors du discours qu'elle a prononcé le 9 février devant le "Baltimore Council on Foreign Affairs", la sous-secrétaire d'Etat pour les affaires mondiales, Mme Paula Dobriansky, a fait remarquer que la guerre contre le terrorisme devait être menée sur de nombreux fronts, et pas seulement sur le champ de bataille.

"Nous sommes convaincus que la propagation de la démocratie libérale est un élément essentiel d'une stratégie à long terme visant à remporter cette guerre", a-t-elle souligné.
La détermination des Etats-Unis à répandre les valeurs démocratiques, a-t-elle déclaré, "s'illustre par leurs efforts en Afghanistan et en Irak", mais les Etats-Unis se sont aussi engagés à appuyer la démocratie "dans tous les pays et sur tous les continents".
Elle a énuméré plusieurs projets internationaux visant à renforcer la démocratie qui jouissent de l'appui des Etats-Unis:
- La Communauté de démocraties, un nouveau réseau international qui, à l'occasion de conférences, rassemble les représentants d'anciennes et de jeunes démocraties de toutes tailles et de toutes formes afin d'échanger les expériences qu'elles ont vécues, s'entraider, et coordonner leurs politiques dans les domaines présentant un intérêt commun.
- La Fondation nationale pour la démocratie, une organisation privée sans but lucratif qui reçoit le plus gros de son appui du gouvernement des Etats-Unis et qui "oeuvre depuis plus de vingt ans au renforcement des institutions démocratiques par le truchement de ses nombreuses antennes et aussi de dons directs aux organisations non gouvernementales".
- Le Compte du millénaire, un nouveau programme d'aide à l'étranger des Etats-Unis conçu "pour récompenser les pays qui travaillent le plus pour servir les intérêts de leur peuple, qui se sont engagés à gouverner de façon équitable, qui investissent leurs ressources dans leur population et qui s'efforcent de créer un climat propice à la croissance économique".
"Notre stratégie à long terme est de frapper au coeur du terrorisme en le privant de ses refuges, de ses terrains de recrutement, et de ses fantassins. Nous y parviendrons dans une grande mesure par le biais d'une promotion active de la démocratie et de la liberté", a-t-elle souligné.
(Diffusé par le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat. Site Internet: http://usinfo.state.gov/francais/)

AFI404 02/12/2004

Après la fin d'un conflit dans leur pays, les femmes doivent pouvoir accéder au pouvoir

(Propos de la représentante des Etats-Unis auprès de la Commission de l'ONU sur le statut de la femme) (780)
Dans un rapport intitulé "Améliorer la participation des femmes au processus électoral dans les pays où vient de se terminer un conflit", qu'elle a présenté à l'occasion de la réunion d'un groupe d'experts, organisée du 19 au 22 janvier à Glen Cove (New York) par l'OSAGI, la représentante des Etats-Unis auprès de la Commission des Nations unies sur le statut de la femme (CSF), Mme Ellen Sauerbrey, exhorte les pays membres à intensifier leurs efforts afin que les femmes des pays du monde où vient de se terminer un conflit puissent avoir un rôle dans la vie politique de leur pays.
Se déclarant d'avis que le fait de faire participer les femmes au processus politique "réduit les risques d'un retour à la guerre et de troubles", elle a encouragé les gouvernements et les partis politiques à faciliter la pleine participation des femmes à leur gouvernement en assurant leur formation et en leur fournissant l'aide dont elles pourraient avoir besoin.
Elle a fait remarquer que la résolution de l'Assemblée générale des Nations unies portant sur les femmes et la participation politique, adoptée en 2003, prônait de telles pratiques.
"Les Etats-Unis, a-t-elle déclaré, investissent beaucoup pour incorporer les femmes à l'équation politique dans les pays où vient de se terminer un conflit et où leurs voix avaient été étouffées", notamment dans les domaines de la participation politique, de l'émancipation économique, de l'éducation, et de la promotion de la femme dans la société civile.
Le Conseil américano-afghan des femmes, a-t-elle souligné, est un bon exemple de l'appui apporté par les Etats-Unis. Il s'agit là d'un partenariat entre les secteurs privé et public qui prépare les Afghanes à retrouver une vie sociale politique et économique en leur faisant bénéficier d'une formation dans le cadre de programmes d'échanges aux Etats-Unis et dans des centres pour femmes en Afghanistan.
Une autre initiative des Etats-Unis, baptisée "Women leading Women in Peace: Fostering Courage for Change", implique également une collaboration entre les secteurs privé et public et vise à faciliter les échanges entre des cadres féminins des plus grandes entreprises des Etats-Unis et des femmes d'Afghanistan, du Cambodge, des Balkans, de République démocratique du Congo et de Colombie.
En Irak, l'Autorité provisoire de la coalition et des organisations non gouvernementales féminines ont organisé en octobre 2003 une conférence à Sulaimaniya afin de créer une association féminine nationale qui sera chargée de placer sur le devant de la scène les questions touchant les femmes.
Mme Sauerbrey a aussi fait remarquer que dans le cadre de l'Initiative de partenariat avec le Moyen-Orient (MEPI), des programmes sont organisés afin d'accroître les débouchés pour les femmes aux plans politique, économique et éducatif et cité notamment la visite aux Etats-Unis, en 2002, de 50 femmes chefs de file politiques qui y ont observé le déroulement d'élections et reçu une formation dans le domaine de l'acquisition de compétences pour diriger ou pour défendre des causes.
D'autres programmes de formation dans le domaine politique, souvent financés par le truchement d'organisations non gouvernementales, ont été mis sur pied à l'intention de femmes au Sénégal, au Rwanda, au Kenya, en Serbie et en Russie.
Grâce à l'un de ces programmes, a-t-elle souligné, "le Rwanda a aujourd'hui plus de femmes parlementaires que n'importe quel autre pays au monde".
Elle a fait part de ses préoccupations en ce qui concerne le problème non résolu de la traite des femmes et de la nécessité d'améliorer l'éducation des femmes et les occasions pour ces dernières de créer des entreprises.
Le président Bush, a-t-elle précisé, s'est engagé à débloquer 50 millions de dollars afin d'accélérer les efforts visant à sauver les femmes et les enfants qui sont exploités, et les Etats-Unis ont investi plus de 130 millions de dollars afin d'offrir de petits prêt et une aide technique aux femmes voulant créer des entreprises.
Dans les pays déchirés par la guerre et dans les pays où la guerre vient de se terminer, les femmes sont confrontées à d'énormes risques de violence physique et sexuelle et bien souvent elles ne peuvent accéder aux structures conduisant au pouvoir ou à la prise de décisions, a expliqué Mme Sauerbrey.
"Les parties prenantes doivent faire leur part pour éliminer les lois, règlements et pratiques qui empêchent les femmes de participer pleinement à la société et appuyer les initiatives qui enseignent aux femmes comment voter, défendre des causes, gérer et gouverner", a-t-elle fait valoir.
(Diffusé par le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat. Site Internet: http://usinfo.state.gov/francais/)

AFI103 02/09/2004

Les contributions des Etats-Unis à la lutte contre la traite des personnes

(Document du département d'Etat) (1370)

Dans un résumé thématique diffusé le 6 février, le département d'Etat fait le bilan des importantes contributions du gouvernement des Etats-Unis à la lutte contre la traite et l'exploitation sexuelle des personnes.

On trouvera ci-après le texte de ce document.

(Début de la fiche analytique)

Département d'Etat

Fiche analytique

Direction de la surveillance et de la lutte contre la traite des personnes

Washington

5 février 2004

Initiatives récentes du gouvernement des Etats-Unis relatives à la lutte contre la traite des personnes

La traite des personnes, qui prive des centaines de milliers d'individus de leurs droits fondamentaux, cause de graves dommages sur le front de la santé publique et alimente la criminalité organisée de par le monde, est un sujet souvent occulté et déplaisant, mais sur lequel il est néanmoins nécessaire de lever le voile.

Les Etats-Unis ont pris des initiatives importantes en vue de lutter contre la traite des personnes et, en particulier, contre la traite aux fins d'exploitation sexuelle commerciale.

- En avril 2003, le président Bush a promulgué la loi baptisée "PROTECT", qui fera date en matière de protection de l'enfance et de répression de la criminalité associée à la maltraitance et à l'exploitation sexuelle des mineurs. La loi permet aux autorités policières de poursuivre en justice les Américains qui se rendent à l'étranger à des fins d'exploitation sexuelle d'enfants, sans avoir à prouver que l'accusé avait l'intention préalable de commettre un acte illicite. La loi précise aussi qu'il n'existe, dans la quasi-totalité des cas, aucune prescription s'agissant de délits liés à l'enlèvement ou à l'abus physique ou sexuel d'un enfant. Enfin, la loi renforce d'autres dispositions destinées à punir les délinquants qui se rendent à l'étranger aux fins de "tourisme sexuel" impliquant des enfants. Ces "touristes" américains sont assujettis aux lois nationales contre la maltraitance et l'exploitation sexuelle des mineurs même s'ils commettent leurs délits à l'étranger et leur peine peut aller jusqu'à 30 ans de prison au lieu de 15 ans préalablement.

- En décembre 2003, le président a prorogé la loi sur la protection des victimes de la traite des personnes, qui renforce de plusieurs manières les mesures prises par les Etats-Unis contre l'esclavage moderne, notamment:

1. en instituant de nouveaux moyens de pression sur les Etats de destination dont la vigilance se serait relâchée en matière de traite des personnes, en particulier la traite des étrangères.
2. en tenant compte des condamnations et des peines prononcées contre les coupables tout autant que des arrestations, pour évaluer les progrès réalisés par tel ou tel pays.
3. en prévoyant une meilleure surveillance statistique de façon à ce que les autorités disposent de données fiables d'importance cruciale pour la répression de ce genre de délit.
4. en créant un observatoire des pays dont les efforts se relâchent en matière de poursuite des trafiquants, de prévention des abus et de protection des victimes.

- Le président Bush a fait de la lutte contre l'esclavage une des priorités de son gouvernement. Dans un discours prononcé en septembre 2003 à l'Organisation des Nations unies, le président a notamment déclaré: "Est-il acte plus maléfique que l'abus et l'exploitation des plus innocents et des plus vulnérables? " Il a ajouté: "Ceux qui produisent ces victimes et ceux qui profitent de leurs souffrances doivent être châtiés. Quant aux clients, ils s'avilissent eux-mêmes et approfondissent la misère d'autrui." Les gouvernements qui tolèrent ce commerce cautionnent une forme d'esclavage. Le président a annoncé qu'il affectait 50 millions de dollars à la lutte mondiale contre la traite des personnes.

- Les Etats-Unis s'associent étroitement à d'autres pays pour combattre cette criminalité transnationale, fournissent une aide aux victimes et s'emploient à sensibiliser l'opinion aux dangers du tourisme sexuel et de la traite des personnes. Les activités mondiales des Etats-Unis dans ces domaines ont atteint près de 93,5 millions de dollars durant l'année budgétaire 2003.

- Nos progrès sont réels et notre lutte avance sur plusieurs fronts:

1. Après que 15 pays eurent été désignés Etats de la catégorie 3 (la plus mauvaise d'une échelle allant de 1 à 3) dans le Rapport annuel du département d'Etat sur la traite des personnes dans le monde, 10 d'entre eux ont pris des mesures immédiates de lutte contre ce fléau: adoption de lois nationales contre la traite, formation d'agents spécialisés dans la répression de cette forme de criminalité, information et sensibilisation du public, et arrestations.
2. Durant les années budgétaires 2002 et 2003, plus de 54 millions de dollars d'aide ont été distribués à plus de 70 pays pour renforcer leurs activités de répression de la traite, d'appui aux victimes, de législation et de coopération régionale.
3. Aux Etats-Unis mêmes, le ministère de la justice a arrêté 8 citoyens américains à l'étranger pour activités sexuelles illicites impliquant des mineurs depuis mai 2003. De 2001 à 2003, 111 trafiquants ont été accusés, soit près de trois fois plus que les trois années précédentes. Au 1er janvier 2004, la section criminelle du ministère de la justice avait 142 dossiers actifs dans ce domaine.
4. On attend actuellement une condamnation concernant l'affaire la plus importante de l'histoire des Etats-Unis relative à la traite des personnes: un Coréen propriétaire d'une manufacture de vêtements et deux autres personnes ont été reconnues coupables à Hawaï d'avoir réduit à l'esclavage plus de 250 travailleurs chinois et vietnamiens dans les Samoa américaines.
5. Au 30 septembre 2003, le ministère de la santé et des services sociaux a désigné 448 personnes victimes de la traite des personnes, ce qui leur donne droits à certaines protections au même titre que les réfugiés.
6. Ce même ministère est en train de mettre au point une campagne de sensibilisation destinée à informer les forces locales de police et le personnel de santé des services d'aide auxquels les victimes ont droit.
7. Le ministère du travail a mis en oeuvre dans 27 pays des programmes totalisant près de 48 millions de dollars visant à renforcer la lutte contre la traite et l'exploitation illicites des enfants.
8. Lors d'une récente tournée en Afrique, la ministre du travail, Mme Elaine Chao, a rencontré des victimes de la traite des enfants et souligné les nouvelles initiatives engagées pour dénoncer le travail forcé des enfants.
9. Le bureau de l'inspecteur général du ministère de la défense a terminé deux études sur l'application par les forces militaires des Etats-Unis de la politique de "tolérance zéro" à l'égard de toute action qui risque d'augmenter le trafic sexuel et la prostitution en Corée et en Bosnie/Kosovo. Au début de 2004, le ministère a diffusé une directive qui énonce des objectifs précis, notamment des stages de sensibilisation pour tous les employés militaires et civils du ministère.

10. Le ministère de la défense fait ajouter à tous ses contrats de services à l'étranger des dispositions très claires interdisant toute activité liée à la traite des personnes.
11. Le ministère de la sécurité intérieure a lancé l'été dernier une action de grande envergure ("Operation Predator") visant à protéger les enfants des "touristes sexuels" étrangers, des trafiquants et des réseaux de prostitution et utilisant toute la panoplie d'outils - informatique, renseignement, enquête, détention - à sa disposition. Des arrestations ont déjà eu lieu.
12. En association avec "World Vision" et ECPAT (réseau d'ONG ayant pour objectif commun la répression de la traite, de la prostitution et de la pornographie impliquant des enfants), le ministère de la sécurité intérieure met la puissance de ses services de répression au service des meilleurs programmes mis en oeuvre par les ONG internationales.
13. L'Agence des Etats-Unis pour le développement international (USAID) administre des programmes de lutte contre la traite dans plus de 40 pays, appuyant toute une gamme d'activités, notamment la sensibilisation du public, la protection des victimes (auxquels on offre un abri et des conseils psychologiques) et la réforme législative destinée à renforcer la poursuite en justice des criminels.
14. L'Agence central de renseignement (CIA) a amassé une multitude de nouveaux renseignements qu'elle a consignés dans une banque de données qui a servi à l'établissement du Rapport de 2004 sur le trafic des personnes dans le monde.
(Fin de la fiche analytique)
(Diffusé par le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat. Site Internet: http://usinfo.state.gov/francais/)

AFI501 02/13/2004

Le représentant de l'ONU est confiant dans l'avenir de la sécurité en RDC

(Les propos de M. William Swing au Centre international Woodrow Wilson) (920)
Par Jim Fisher-Thompson
Rédacteur du "Washington File"
Washington - La République démocratique du Congo, "où tout est brisé fors l'esprit humain", déborde encore de "vitalité" et de "bonne volonté", a affirmé le représentant spécial des Nations unies auprès de la RDC, M. William Swing, lors d'une conférence tenue le 12 février au Centre international Woodrow Wilson.
"Le peuple est impatient de prendre part à la transition" politique et de se relever d'une guerre civile qui a tué plus de 3,5 millions de Congolais, et l'ONU s'emploie utilement à l'aider à atteindre ce double objectif, a déclaré M. Swing.
Diplomate de carrière, ancien ambassadeur des Etats-Unis au Nigeria, en Afrique du Sud, en Haïti et en RDC, M. Swing, qui dirige maintenant la Mission d'observation des Nations unies au Congo (MONUC), a brossé un "tableau des progrès de la paix" en RDC à des africanistes, à de hauts fonctionnaires et à des représentants de la presse dans le cadre de cette conférence organisée conjointement par le Conseil des relations étrangères et l'organisation "Search for Common Ground" (Recherche d'un terrain d'entente). Il avait, la veille, rendu compte dans les mêmes termes au Conseil de sécurité des Nations unies.
A l'heure actuelle, a-t-il dit, la MONUC, dotée d'un budget de 641 millions de dollars, se compose de 10.000 troupes venues de 109 pays. Elle administre 24 campements en RDC ainsi que des bureaux de liaison dans d'autres pays, notamment l'Ouganda, le Kenya, le Rwanda et le Burundi. Un nouveau bureau devrait ouvrir ses portes en Afrique du Sud le mois prochain. Afin de mieux diffuser l'information au sujet de la mission de l'ONU et de la transition, la MONUC a créé Radio Okapi, la première radio du pays sur le plan de son aire de diffusion, et qui émet en cinq langues.
M. Swing a été placé à la tête de la MONUC après que cette force d'intervention et de maintien de la paix eut été créée, en octobre 1999, pour assurer la sécurité en RDC lors de la transition politique. Il a affirmé que cette force pourrait maintenant mieux s'acquitter de son mandat du fait de son rôle en vertu de l'Article VII de la Charte de l'ONU qui lui permet d'employer "tous les moyens nécessaires" (militaires compris) pour protéger ses soldats ainsi que la population.
La protection de la force demeure un impératif important, a souligné M. Swing qui a fait part de la mort, ce même jour, de l'un de ses observateurs militaires: "Des risques très graves pèsent encore là-bas sur nos troupes, qui font un travail admirable."
Il a encore déclaré: "J'ai avec moi des collaborateurs qui ont vingt, voire trente ans d'expérience à l'ONU, alors que je n'en ai que deux, mais cela se passe très bien. Mon unique rôle est de veiller à ce que tout le monde oeuvre à cette transition animé du même sentiment d'urgence que ressent la MONUC, afin que tout se déroule selon le calendrier que les Congolais se sont fixé", prévoyant des élections en juin 2005.
M. Swing a dit qu'il avait engagé une stratégie musclée consistant à affecter jusqu'à 10.000 hommes dans la région de Bunia, dans l'est du pays, afin d'empêcher de nouveaux massacres de civils et d'aider à assurer le rapatriement ordonné des forces étrangères, notamment ougandaises, rwandaises et burundaises. Cette affectation implique le déplacement d'élements de deux brigades de la MONUC, situées dans l'Ituri et dans le Kivu (9.000 soldats) vers cinq points chauds du secteur de Bunia. Une force de garde d'un millier de troupes est également stationnée à Kinshasa, assurant la sécurité des membres du nouveau gouvernement de transition. Cette force-là sera par la suite réaffectée dans l'est du pays.
La MONUC protège des personnes déplacées à l'intérieur de Bunia, "mais il y a aussi des réfugiés dans chacun des neuf pays voisins de la RDC", a indiqué M. Swing. "Ce que je cherche à réaliser, c'est une circulation à double sens: je veux voir les groupes armés sortir de RDC et les réfugiés y rentrer."
Outre la protection des troupes et des civils, le déploiement à Bunia vise un troisième objectif important: démanteler le "triangle vicieux" du trafic d'armes. Bien qu'il n'y ait pas d'embargo de l'ONU en place, la circulation des armes dans la région, financée par les recettes obtenues de la vente illicite de ressources précieuses telles que des bois et des minerais rares, se poursuit de façon quasiment effrénée. "Le trafic d'armes attise le conflit qui, à son tour, alimente l'achat de nouvelles armes", a déclaré le représentant de l'ONU, qui a cependant fait observer que la répression de ce trafic est extrêmement difficile, si l'on considère par exemple qu'il n'y a pas moins de 325 pistes d'atterrissage à surveiller dans la région de Bunia.
Malgré toutes ces difficultés, M. Swing a déclaré qu'il existait des "raisons d'être encouragés" par les progrès en RDC.
"En dépit de quatre années de guerre, de douze années d'instabilité et de quarante-quatre années de gabegie politique et économique, l'unité nationale reste intacte. Le peuple congolais est un, il veut rester un, et il ne veut rien d'autre. Je pense qu'il n'a jamais été question de mouvement sécessionniste. Les gens sont unis par leur lassitude commune de la guerre, ils sont unis par l'espoir de jouir un jour des dividendes de la paix, dans la sécurité retrouvée."
(Les articles du «Washington File» sont diffusés par le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat. Site Internet: http://usinfo.state.gov/francais/)

AFI301 02/11/2004

Les engagements envers le Liberia dépassent l'objectif des Nations unies

(Les donateurs s'engagent à une aide totalisant 520 millions de dollars.) (680)

Par Judy Aïta

Rédactrice du "Washington File"

Nations unies - Les Etats et organisations qui participaient, les 5 et 6 février, à New York, à une conférence de contributions en faveur du Liberia ont pris des engagements totalisant 520 millions de dollars envers la reconstruction de ce pays ravagé d'Afrique de l'Ouest.

On attendait de la Conférence internationale sur la reconstruction du Liberia, qui était coparrainée par les Nations unies, les Etats-Unis et la Banque mondiale, des engagements globaux de 487,7 millions de dollars au cours des deux prochaines années en vue d'assurer la démobilisation et la réinsertion sociale des combattants (grâce notamment à des programmes éducatifs et à une aide à l'emploi), mais aussi de reconstruire des routes, de rétablir l'électricité, de rouvrir des cliniques, de freiner la progression du VIH/sida et de tenir des élections en 2005. Les organisateurs de la conférence ont été plus que comblés: plus de 95 pays et 45 organisations y ont participé et les contributions annoncées ont atteint 520 millions de dollars.

Le secrétaire d'Etat américain, M. Colin Powell, qui coparrainait la conférence, a annoncé au nom des Etats-Unis des engagements se montant à 200 millions de dollars au titre de l'aide humanitaire et de la reconstruction et à 245 millions de dollars pour les opérations de maintien de la paix au Liberia.

"Le président Bush est très attaché à cette cause, et nos efforts au Liberia ont le soutien total du Congrès et du peuple des Etats-Unis. Je puis vous assurer de l'appui entier de mon pays", a déclaré M. Powell.

L'Union européenne a annoncé, pour sa part, une contribution de 200 millions de dollars. Parmi les autres donateurs ayant annoncé leur contribution figuraient la Banque africaine de développement (500.000 dollars), la Banque mondiale (25 millions), le Nigeria (1 million), le Danemark (1,2 million), la Grèce (40.000), la Norvège (10 millions), l'Allemagne (10,8 millions d'euros), la Finlande (1,33 million d'euros) et l'Italie (1 million d'euros).

M. Charles Gyude Bryant, président du gouvernement national provisoire du Liberia, s'est vivement félicité des résultats de la conférence: "Elle marque pour nous un nouveau départ, et nous vous assurons que l'aide que vous avez annoncée aujourd'hui (...) servira à appuyer la cause de la paix et à créer un nouveau Liberia, où nous pourrons vivre en paix à l'intérieur du pays comme avec nos voisins et faire de l'Afrique de l'Ouest un lieu où il fera meilleur vivre pour tout le monde."

M. Bryant a fait le point des mesures de reconstruction et de réconciliation nationale en cours dans son pays. Il a dit qu'au cours des deux prochaines années le gouvernement provisoire entendait centraliser la collecte des recettes de l'Etat sur la Banque centrale, réduire le prix du riz et des produits pétroliers, ouvrir les marchés aux importations des produits de base et verser aux fonctionnaires leurs salaires.

"Les deux prochaines années seront cruciales. Notre objectif, durant cette période, sera de passer d'une situation de conflit à une paix durable, de créer un climat sûr et porteur permettant la tenue d'élections et le début du processus de redressement."

M. Jacques Klein, l'envoyé spécial des Nations unies au Liberia, a déclaré que ce pays avait désespérément besoin d'une aide extérieure: "C'est la troisième mission que j'ai menée pour le compte des Nations unies et je n'ai jamais rien vu de comparable à la destruction, à la pauvreté et au dénuement du Liberia.

"Mais si la situation économique est désespérée, on constate des progrès politiques en même temps que la sécurité s'améliore. Nous en sommes arrivés au stade où le processus de paix est devenu irréversible. Mais il reste énormément à faire au Liberia."

Et M. Klein d'avertir: "Il y aura d'inévitables revers temporaires en cours de chemin", ajoutant toutefois: "Mais le peuple libérien, las de la guerre et de la dévastation, veut la paix et est résolu à ne pas laisser cette occasion s'échapper."

(Les articles du «Washington File» sont diffusés par le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat. Site Internet: http://usinfo.state.gov/francais/)

AFI305 02/11/2004

Un voyage "productif" aux Etats-Unis pour le dirigeant libérien

(Les fonds promis par les Etats-Unis serviront à la reconstruction du Liberia, affirme M. Charles Gyude Bryant.) (860)

Par Charles Corey

Rédacteur du "Washington File"

Washington - Invité à parler au Club national de la presse de Washington le 9 février, à la veille de ses entretiens avec le président Bush à la Maison-Blanche, le président du Gouvernement national de transition au Liberia, M. Charles Gyude Bryant, a qualifié de "très fructueux" son voyage aux Etats-Unis et exprimé l'espoir que les relations entre les Etats-Unis et le Liberia allaient s'engager dans une nouvelle voie et seraient plus dynamiques.

Il a précisé à son auditoire que l'objectif de son voyage aux Etats-Unis était de mobiliser le soutien de la communauté internationale pour la reconstruction de son pays après le départ de son ancien président, M. Charles Taylor.

(A l'issue de ses entretiens, le 10 février, avec le président Bush, M. Bryant a indiqué aux journalistes qui l'attendaient qu'il avait remercié M. Bush pour avoir "renforcé la paix fragile" dans son pays et s'était engagé à utiliser de façon judicieuse les fonds fournis par les Etats-Unis afin d'élaborer un nouveau Liberia qui sera en paix avec lui-même et ses voisins et qui sera un pôle de stabilité pour toute l'Afrique occidentale".)

Il a rappelé qu'il avait assisté, les 5 et 6 février à New York, à la Conférence internationale pour la reconstruction du Liberia qu'avait organisée l'ONU en collaboration avec les Etats-Unis. Il s'agissait de réunir, auprès des organismes et pays donateurs, 488 millions de dollars afin d'appuyer la reconstruction, la sécurité, la démobilisation des combattants, la primauté du droit, l'information en matière de santé et l'infrastructure de base. M. Bryant s'est déclaré très heureux que cet objectif ait été dépassé, et que les Etats-Unis se soient engagés à fournir 200 millions de dollars pour aider à répondre aux besoins humanitaires et à la reconstruction et 245 millions de dollars supplémentaires pour appuyer les opérations de maintien de la paix de l'ONU.

"Etant donné la réticence des donateurs souvent mentionnée lorsque des appels de ce genre sont lancés, les résultats obtenus à New York reflètent une extraordinaire bienveillance internationale à l'égard de notre programme de reconstruction", a dit M. Bryant.

Il a exprimé "ses remerciements et sa gratitude" aux Etats-Unis, aux Nations unies, à la Banque mondiale et à tous les autres partenaires du Liberia et déclaré: "Nous apprécions en particulier le solide soutien des Etats-Unis, un pays que nous considérons souvent comme notre ami et notre partenaire traditionnel qui a appuyé les efforts mis en oeuvre par un peuple las de la guerre et appauvri pour reconstruire son pays.

"Nous espérons que ces récents témoignages de bonté et de générosité marquent le début de la nouvelle direction dans laquelle se sont engagées les relations entre les Etats-Unis et le Liberia, des relations qui, il n'y a pas si longtemps encore, se caractérisaient par l'ambiguïté", a-t-il souligné.

Faisant allusion à la situation à laquelle se bute aujourd'hui son pays, il a expliqué que les Libériens étaient confrontés à la tâche impressionnante de non seulement reconstruire l'infrastructure en lambeaux du pays, mais aussi "des institutions qui illustreraient une bonne gestion des affaires gouvernementales, ce qui fait encore défaut dans notre pays".

"Des décennies de guerre, de violence et de mauvaise gouvernance ont détruit les quelques institutions et installations qui fonctionnaient auparavant. Aujourd'hui nos routes, nos installations sanitaires, nos systèmes d'adduction d'eau, notre réseau électrique, nos écoles, nos bâtiments publics et nos logements sont tous en ruines", a-t-il déclaré, ajoutant: "Ces dégâts, on les doit soit aux combattants à la recherche d'une prise de guerre qui se sont livrés à une destruction gratuite, soit au manque d'entretien et à la négligence durant les longues années de conflit. Cette situation de décadence et de pourriture était manifeste durant le gouvernement de Charles Taylor."

Il a expliqué que les routes permettant aux agriculteurs d'aller vendre leurs produits au marché étaient impraticables, qu'il faudra des millions de dollars pour reconstruire l'hôpital John Kennedy qui, jadis, "faisait l'envie de tous les médecins d'Afrique occidentale", que l'aéroport international Robertsfield, à Monrovia, était en très mauvais état et que de nombreuses régions du pays n'avaient pas d'eau potable ou d'électricité depuis douze ans.

A la question de savoir ce qui était différent aujourd'hui au Liberia et les raisons de son optimisme en ce qui concerne l'avenir du pays, M. Bryant a répondu: "Nous faisons preuve de prudence. Nous rendons des comptes. Nous montrons un appareil juridique qui est équitable. Nous voulons que les droits soient respectés et que les gens soient égaux devant la loi. Nous faisons tout ce qu'il faut. Nous permettons la liberté d'expression, de circulation. Nous n'avons jamais eu autant de journaux qu'aujourd'hui, indépendamment de ce qu'ils disent de nous (le gouvernement).

Il a conclu ses propos en faisant remarquer qu'il était peu approprié pour lui, en sa qualité de responsable de gouvernement, de vanter les changements qui interviennent actuellement au Liberia et qu'il valait mieux se renseigner à ce sujet directement auprès du peuple libérien.

(Les articles du «Washington File» sont diffusés par le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat. Site Internet: http://usinfo.state.gov/francais/)

AFI104 02/09/2004

M. Thompson note les progrès de la lutte contre le VIH/sida à l'échelle mondiale

(Les propos du ministre américain de la santé à une conférence sur le sida) (550)

Le 5 février, à l'occasion d'un discours prononcé à une conférence sur la pandémie mondiale du sida organisée par l'American Enterprise Institute, le ministre américain de la santé et des services sociaux, M. Tommy Thompson, a souligné les progrès enregistrés à l'étranger depuis l'intensification des initiatives mises en oeuvre par les Etats-Unis en matière de lutte contre l'épidémie mondiale de VIH/sida, comparant notamment la situation qu'il avait constatée en Afrique en 2002 avec celle qu'il a remarquée lorsqu'il y est retourné à la fin de 2003.

Reconnaissant les graves problèmes liés à l'épidémie, il avait, à la suite de sa première visite en Afrique, en 2002, demandé que lui soit remise l'ébauche d'une stratégie d'aide à la lutte contre le sida et c'est sur celle-ci que repose le plan du président Bush d'aide d'urgence à la lutte contre le sida.

"Lorsque je suis retourné en Afrique, en novembre dernier", a expliqué M. Thompson, "j'ai de nouveau constaté la dévastation, mais cette fois-ci j'ai aussi constaté un renouveau d'espoir (...) Les programmes visant la prévention et le traitement que nous appuyons commencent à faire leur oeuvre et à donner des résultats."

Il a rendu hommage aux contributions apportées par divers groupes d'Américains - sociétés, groupes religieux, personnel médical et chercheurs - sous la forme notamment de médicaments antirétroviraux, du creusement de puits pour obtenir de l'eau potable, et de dons de fauteuils roulants.

Evoquant les progrès enregistrés dans la lutte contre le VIH/sida aux Etats-Unis durant les années 1990, notamment une forte réduction de la mortalité due au sida et une diminution des nouveaux cas et de la transmission du VIH de la mère à l'enfant, il a fait remarquer: "Les enseignements que nous avons tirés de l'épidémie de sida aux Etats-Unis - la façon dont il se propage, les comportements à risques, la façon de le diagnostiquer et la façon de le soigner - nous ont facilité la tâche lorsqu'il s'est agi d'aider les gens en Afrique, en Chine, en Inde et en Russie."

Si l'Afrique est encore la région du monde où, à l'heure actuelle, le nombre de séropositifs et de sidéens est le plus élevé, des études ont montré que si rien n'est fait pour réduire les infections en Russie, en Chine et en Inde, les conséquences pour ces pays pourraient être dévastatrices. Les Etats-Unis, a souligné M. Thompson, ne ménagent aucun effort pour éviter une telle issue.

"Le gouvernement des Etats-Unis a des relations bilatérales productives avec les gouvernements d'Inde et de République populaire de Chine afin de lutter contre le sida et il s'efforce de mettre sur pied des arrangements similaires avec le gouvernement de Russie. Et dans ces trois pays, les Américains font beaucoup pour combattre le sida", a-t-il déclaré.

Il a rappelé que les Etats-Unis et le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme s'efforçaient de promouvoir la recherche de vaccins en Inde, des soins prodigués au sein de la communauté, la mise sur pied de programmes de prévention en Chine et de réduction des risques en Russie.

(Diffusé par le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat. Site Internet: http://usinfo.state.gov/francais/)

AFI201 02/10/2004

Les Afro-Américains appelés à participer davantage à la lutte contre le sida

(En 2002, la moitié des séropositifs aux Etats-Unis étaient de race noire.) (790)

On trouvera ci-après le texte de la déclaration du docteur Anthony Fauci, directeur de l'Institut national des allergies et maladies infectieuses, publiée à l'occasion de la Journée nationale de sensibilisation des Afro-Américains au VIH/sida.

Institut national des allergies et maladies infectieuses

Institut national de la santé (NIH)

Jeudi 5 février 2004

Déclaration du docteur Anthony Fauci, directeur de l'Institut national des allergies et maladies infectieuses, à l'occasion de la

Journée nationale de sensibilisation des Afro-Américains au VIH/sida, le 7 février 2004

Chaque année, à l'occasion de la Journée nationale de sensibilisation des Afro-Américains au VIH/sida, notre nation se penche sur l'impact dévastateur que le VIH/sida continue à avoir sur les Afro-Américains et renouvelle son attachement à un monde entièrement libéré du sida.

Aujourd'hui, malheureusement, nous sommes encore bien loin d'avoir atteint cet objectif. Au 31 décembre 2002, on estimait à 185.080 le nombre d'Afro-Américains qui étaient morts du sida; ce chiffre représentait 37 % de tous les décès dus au sida aux Etats-Unis. Si les Afro-Américains ne représentent que 12 % de la population des Etats-Unis, plus de 50 % de tous les cas de sida recensés en 2002 dans ce pays touchaient des Afro-Américains.

L'Institut national des allergies et des maladies infectieuses, qui dépend de l'Institut national de la santé (NIH), et nos collègues du monde entier s'efforcent de trouver de nouveaux médicaments plus efficaces ainsi que la meilleure combinaison possible parmi les médicaments qui existent déjà afin de soigner ceux qui sont déjà infectés par le VIH. Mais soigner n'est pas guérir, et même ceux qui bénéficient d'un traitement peuvent toujours transmettre le VIH à d'autres.

Aucun vaccin ne peut encore prévenir l'infection par le VIH et des efforts considérables sont menés afin de mettre au point un vaccin inoffensif et efficace contre le VIH. A l'heure actuelle, une vingtaine de vaccins pouvant conférer une protection contre le VIH font l'objet d'essais cliniques aux Etats-Unis et ailleurs dans le monde. Tant que les essais ne seront pas terminés et qu'un vaste éventail de sujets, notamment des Afro-Américains, n'auront pas participé à ces essais et à ceux qui seront menés à l'avenir, nous ne saurons pas si l'un ou l'autre de ces vaccins potentiels est efficace.

Aujourd'hui, les participants aux essais cliniques liés au sida sont issus de secteurs bien plus divers de la société qu'ils ne l'étaient lorsque l'épidémie a commencé, mais il faut encore encourager la participation à ces essais de personnes appartenant à divers groupes minoritaires. Aussi bien dans les essais portant sur la prévention que dans les essais cliniques de traitements, les minorités représentent seulement 30 % des participants, bien que les minorités constituent plus de 65 % des nouveaux cas d'infection par le VIH/sida. En phase trois du seul essai clinique de vaccin contre le VIH jamais conduit jusqu'ici aux Etats-Unis, moins de 10 % des participants étaient des Afro-Américains.

Il est tout aussi important d'avoir des chercheurs afro-américains impliqués dans la mise au point d'un vaccin et d'un remède qui guérit que d'avoir des Afro-Américains se porter volontaires pour participer à des essais cliniques. Tout simplement, si l'on veut juguler la pandémie de séropositivité par le VIH parmi les Afro-Américains, les Afro-Américains doivent continuer à être un élément de la solution en tant que cliniciens, conseillers en matière de prévention, défenseurs des traitements, chercheurs et volontaires pour des essais cliniques de vaccins thérapeutiques et de vaccins visant la prévention du VIH.

Chaque Journée nationale de sensibilisation des Afro-Américains au VIH/sida est une occasion d'éduquer nos communautés à propos des progrès enregistrés dans le domaine de la prévention, des soins, des traitements, et de la nécessité d'avoir un vaccin. Ces efforts ne doivent cependant pas se limiter à cette seule journée. A ceux qui participent déjà au combat visant à mettre fin à la pandémie de sida, je dirais: Soyez fiers de vous et partagez avec d'autres les informations concernant le travail que vous faites. Les personnes qui sont un exemple pour d'autres représentent une source importante d'éducation et d'espoir.

Cette journée n'est pas seulement un jour pour se souvenir du passé, mais aussi un jour pour redonner vigueur à notre passion lorsqu'il s'agit de sauver des vies et de renforcer notre détermination à trouver des solutions par le truchement de la recherche.

Le docteur Anthony Fauci est directeur de l'Institut national des allergies et des maladies infectieuses, qui dépend de l'Institut national de la santé (NIH), un organe du ministère de la santé et des services sociaux.

(Diffusé par le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat. Site Internet: http://usinfo.state.gov/francais/)

AFI101 02/09/2004

Américains et Africains partagent une riche vie spirituelle

(Le Petit-Déjeuner national de prières accueille des invités africains.) (550)

Par Jim Fisher-Thompson

Rédacteur du "Washington File"

Washington - Pour M. Ed Royce, représentant républicain de Californie, qui s'est rendu à de nombreuses reprises en Afrique et qui s'y est entretenu avec des représentants de tous les niveaux de la société, aussi bien des agriculteurs que des chefs d'Etat, la spiritualité des Africains - leur confiance en la toute-puissance de Dieu - est toujours un sujet d'étonnement et il est d'avis qu'ils partagent cette caractéristique avec les Américains.

"C'est toujours l'une des choses qui nous surprend le plus lorsque nous allons en Afrique. Et je pense que la reconnaissance de l'importance du rôle de Dieu dans nos vies est un lien qui unit les Africains aux Américains", a expliqué le 5 février au journaliste du "Washington File" le président de la sous-commission de la Chambre des représentants chargée de l'Afrique, après avoir assisté au cinquante-deuxième petit-déjeuner national de prières.

Après avoir écouté chanter les enfants de la chorale Watoto de Kampala (Ouganda), le président Bush a exhorté l'auditoire, de même que tous les Américains, à "reconnaître que nous dépendons de Dieu et de prier à l'unisson pour sa bénédiction".

Plusieurs hauts responsables africains et leur épouse se trouvaient parmi les 4.000 personnes assistant au petit-déjeuner, un événement qui avait été lancé par le Congrès au début des années 1950. Le président libérien Guyde Bryant et son épouse Rosie Lee, le premier ministre d'Ouganda, Apollo Nsibambi, le ministre des affaires étrangères du Rwanda, Charles Murigande, et le ministre d'Etat de Tanzanie, Wilson Masilingi, se trouvaient parmi les quinze Africains qui se sont joints aux parlementaires, aux cadres militaires, hauts fonctionnaires et chefs spirituels de toutes confessions qui participaient à ce petit déjeuner.

M. Royce, qui a eu l'occasion de s'entretenir avec M. Masilingi, a fait remarquer: "Je pense que les Africains et les Américains demandent à Dieu de leur donner du courage. L'adversité n'a épargné aucun d'entre nous et nous trouvons un grand réconfort dans notre foi."

Lorsqu'on lui a demandé quel rôle jouait sa foi dans son travail de parlementaire, M. Royce a répondu: "Je pense que beaucoup de gens qui ont des positions les amenant à prendre des décisions dans ce pays, notamment au sein du gouvernement, demandent à Dieu de leur donner la sagesse et de les guider. Je pense que c'est un élément important de notre caractère national et cela joue aussi beaucoup dans le caractère des Africains."

M. Royce s'est déclaré très ému par la chorale d'enfants ougandais "qui ont chanté des chants traditionnels avec tellement

d'enthousiasme et de gaieté", un sentiment dont s'est fait l'écho le président Bush.
Pour l'occasion, le département d'Etat avait autorisé l'ambassadeur de Libye auprès des Nations unies, Ali Abd al-Sala al-Turayki, invité par le Congrès, à venir à Washington. M. Turayki, ainsi que les représentants à l'ONU de certains pays qui ont des liens tendus avec les Etats-Unis, notamment Cuba, doivent recevoir l'autorisation du département d'Etat pour quitter la ville de New York où se trouve le siège de l'ONU.
C'est en déclarant "As-Salaam Alaikum" (Que la paix soit avec vous) que le général John Abizaid, un Américain d'origine arabe, chef du Commandement central des Etats-Unis, a clos la cérémonie.
(Les articles du «Washington File» sont diffusés par le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat. Site Internet: http://usinfo.state.gov/francais/)